

MOUVEMENT POUR
LA RENAISSANCE
DU CAMEROUN



CAMEROON
RENAISSANCE
MOVEMENT

AUTORISATION MINATD N°000221 DU 25 JUILLET 2008/ LETTRE MINATD N°0002249/LMINATD/DAP/SDE/STP DU 02 AOÛT 2012

DÉCLARATION SUR LA SITUATION CRITIQUE DES CAMEROUNAIS PRÉSENTS EN TUNISIE

Plusieurs sources d'informations, parfois confuses, font état de la détresse de Camerounais pris dans le piège de la politique xénophobe du pouvoir tunisien. Dans ce flot d'informations, l'on apprend que certains de nos compatriotes auraient déjà perdu la vie dans des circonstances qui restent à élucider, et que d'autres sont en situation de détresse extrême.

Le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) exprime sa compassion à l'égard de ces compatriotes, quel que soit leur statut, ainsi qu'à leurs familles. Il rappelle que les migrants sont des personnes humaines, dont les droits – à commencer par le droit à la vie – doivent être respectés et leur protection assurée, d'autant plus qu'ils sont dans une situation de grande vulnérabilité. Ce rappel est empreint d'une gravité particulière dans un contexte où les mauvais traitements des Africains subsahariens s'accompagnent des propos clairement racistes, profondément choquants et totalement inacceptables de la plus haute autorité de l'État tunisien, ce pays qui fait partie de la famille des Nations africaines réunies au sein de l'Union Africaine. Le MRC rappelle aussi, à cet égard, l'engagement politique et moral de tous les Etats, y compris la Tunisie, pris dans divers instruments internationaux ces dernières années, notamment le Pacte mondial sur les migrations adopté en 2018. Au gouvernement du Cameroun, le MRC souligne qu'il a l'obligation d'assurer la protection de la vie des Camerounais à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières. Aussi l'invite-t-il à agir d'extrême urgence pour sauver les vies de ceux de nos compatriotes encore présents sur le sol tunisien, et à demander à la Tunisie, dans les formes diplomatiques requises, de faire la lumière sur les allégations persistantes relatives à la mort de nos compatriotes dans ce pays. Parallèlement, le MRC demande une communication du gouvernement de notre pays sur ces douloureux événements qui heurtent notre conscience humaine et plongent de nombreuses familles dans l'inquiétude et le désarroi.

Fait à Yaoundé, le 26 février 2023

Le Président National

Maurice KAMTO